

Notes politiques de Révoltes

LES VÉRITABLES ENJEUX DES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET CANTONALES :

Infliger une défaite politique à Sarkozy

Préparer les mobilisations contre les « réformes » de Sarkozy

Depuis l'élection de Sarkozy, la jeunesse et les salariés sont soumis à une offensive incessante. Tout y passe : autonomie des universités, diminution du nombre des enseignants et fonctionnaires, attaques contre le code du travail, baisse du pouvoir d'achat, nouvelles lois répressives notamment contre les travailleurs et jeunes sans papiers, attaque contre la Sécurité sociale, remise en cause du droit de grève dans les transports et bientôt dans les écoles, destruction des régimes spéciaux préparant une attaque générale contre les retraites, etc... Et Fillon vient de rappeler que les « réformes » seront amplifiées après les municipales.

Aussi un grand nombre de jeunes et de travailleurs vont tenter d'utiliser ces élections pour infliger une défaite à Sarkozy et à son gouvernement, en votant contre les listes de l'UMP et des partis bourgeois.

Mais face à ces listes et candidats bourgeois, quelle est l'alternative ?

Pour les élections cantonales (la moitié électeurs sont concernés), il est assez simple d'adopter une position de principe : sans que cela signifie un quelconque soutien à leur politique, il est possible (selon ses préférences et les possibilités variables selon les cantons) de voter pour les candidats des organisations du mouvement ouvrier : PS et PCF, ou encore LO ou LCR. C'est la concrétisation du vote « classe contre classe ». Un tel vote, massif, qui infligerait une défaite à Sarkozy, serait ensuite un puissant encouragement à la mobilisation.

Mais ce sont les municipales qui sont l'enjeu décisif. Or, à ce niveau, tout est fait pour organiser la confusion et rendre impossible un vote classe contre classe. Presque partout, les listes du PS et du PCF sont panachées avec des candidats représentant la bourgeoisie. Et très rares sont les listes strictement PS-PCF. Ce type d'alliance avec des groupes bourgeois n'est pas nouveau, mais l'ampleur en est cette fois particulière.

Le Modem est un parti bourgeois, le « centre » n'existe pas.

Dans des villes importantes (à Montpellier, Dijon, Lyon...) les listes constituées par le PS comportent des candidats du Modem de François Bayrou, et ceci en nombre important. Or le Modem est un authentique parti bourgeois et non pas, comme le disent les journalistes, un parti du « centre », terme qui n'a aucune rigueur et qui ne sert qu'à masquer sa vraie nature (Rappelons que Bayrou fut ministre du gouvernement Chirac-Balladur et que sa principale action politique consista à vouloir élargir le financement des écoles privées. Il ne recula que face à l'organisation d'une gigantesque manifestation d'un million de personnes le 16 janvier 1994).

Corrélativement, les tracts de telles listes évitent le plus souvent toute référence au « parti socialiste ». La plupart du temps, il ne sera même pas possible de rayer, au moment du vote, les représentants du Modem faute de pouvoir les distinguer de ceux du PS sur les bulletins. Au même moment une autre partie des amis de Bayrou figure sur les listes organisées par l'UMP.

Le PCF, quant à lui, critique ces alliances... Mais, dans plusieurs villes (Grenoble, Lyon, Montpellier...) le PCF figure sur des listes en même temps que le Modem. Et le Conseil national du PCF a refusé de désavouer ces listes qui suscitent les protestations des militants, nombre d'entre eux refusant de voter pour de telles listes.

La recherche d'une alliance avec le modem a conduit à la défaite d'avril- mai 2007

De telles alliances préparent les plus grandes défaites. Au printemps 2007, l'orientation du Parti socialiste aggravée par sa candidate Royal, les tentatives de cette dernière de s'allier avec Bayrou, ont fait fuir nombre d'électeurs : Sarkozy fut élu. (Royal a, depuis, avoué qu'elle voulait faire de Bayrou son premier ministre et qu'elle ne croyait même pas au programme du PS). Et aujourd'hui, au sein du PS, ce sont les plus fermes partisans de Royal qui organisent des listes avec le Modem. C'est le cas de Rebsamen à Dijon.

Autres alliances avec des partis bourgeois

Mais l'alliance avec le Modem n'est que la pointe avancée, la plus spectaculaire, d'une politique générale d'alliance et de soutien à la bourgeoisie, tant de la part des dirigeants syndicaux (qui ne cessent de négocier les pires projets gouvernementaux) que de la part de tous dirigeants du PS et du PCF. Ainsi, c'est de longue date que des listes d'alliance du PS et du PCF incluent des partis et groupes bourgeois. Le plus ancien est le PRG (Parti radical de gauche). Puis s'y sont adjoints les Verts, le MDC, etc... Mais qu'est-ce que le PRG ? C'est un

débris du parti bourgeois de la III^e République, le parti historique de l'impérialisme français. Vouloir voter classe contre classe interdit de voter pour de telles organisations.

Conséquences politiques de ces alliances

Il y a un lien étroit entre ces alliances avec des forces bourgeoises, avec le Modem notamment, et l'appui qui est donné à la politique mise en œuvre Sarkozy.

À l'automne, les travailleurs de la SNCF et de la RATP ont engagé le combat. Ce combat a été trahi par les dirigeants des syndicats, mais aussi par les dirigeants du PS et du PCF qui ont également refusé de se prononcer pour la défense inconditionnelle des régimes spéciaux.

À l'automne, les étudiants ont combattu pour obtenir l'abrogation de la loi d'autonomie des universités (la LRU). Ce combat a de même été trahi par les responsables de l'Unef qui ont refusé de soutenir cette revendication et ont négocié avec Péresse. Mais ce combat a aussi été trahi par les dirigeants du PS qui avaient, à l'Assemblée, voté contre cette loi mais ont ensuite refusé de soutenir le combat des étudiants. Et, au sein du PS, c'est Royal – la fidèle de Bayrou – qui a déclaré que cette loi était une « bonne loi ».

Chaque jour le confirme : s'allier avec Bayrou, avec des organisations bourgeoises, et soutenir la politique de Sarkozy ne sont que les deux faces d'une même politique.

L'alliance avec le modem prépare la destruction du PS (et du PCF)

L'alliance avec le Modem est un pas supplémentaire décisif sur la voie qui conduit à la destruction du PS (et du PCF). L'exemple italien (que certains dirigeants du PS prennent comme modèle), montre le danger.

En Italie, l'alliance avec le démocrate-chrétien Prodi (dont le gouvernement vient de tomber) a conduit dans le même temps à la disparition du principal parti issu du mouvement ouvrier italien (les Démocrates de gauche), par absorption – fusion au sein d'un rassemblement bourgeois (le parti démocrate). En France, les alliances municipales avec le Modem sont conçues par leurs initiateurs comme une étape vers un gouvernement avec le Modem, et si possible vers une unification : ce serait un repoussoir pour nombre d'électeurs, et la mort du PS.

On ne peut donc banaliser ces alliances comme le font M. G. Buffet et la direction du PCF.

Contre la confusion organisée

Nombre de travailleurs, qui ne soutiennent pas la politique du PS ou du PCF ni n'approuvent ces alliances, vont néanmoins voter pour ces listes en donnant à leur vote le sens d'un vote contre Sarkozy. Les jeunes et travailleurs sont ainsi piégés : dans la plupart des villes, ils considèrent qu'ils ne peuvent chasser les élus bourgeois (ou empêcher le retour de maires bourgeois soutenus par Sarkozy et l'UMP) qu'en votant pour des listes conduites par le PS ou le PCF... mais en même temps figurent sur ces listes nombre de bourgeois.

D'autres vont se tourner vers les candidats de LO ou de la LCR, sans nécessairement soutenir la politique de ces organisations, mais parce que ces organisations, souvent, présentent des listes sans représentants bourgeois : c'est le cas quand ces groupes constituent leur propre liste, ou s'allient entre eux, ou avec le PCF, ou avec un morceau du PS,

Mais ce n'est pas vrai dans tous les cas car, sur le terrain, c'est la plus grande confusion. Souvent, la LCR se présente au côté d'associations locales dont la nature est extrêmement diverse, Dans certains cas, La LCR constitue une liste avec les Verts (à Vienne par exemple) tandis qu'un peu plus loin (à Vénissieux) ces mêmes Verts font liste commune avec le Modem...

Quant à LO, ce groupe a répété pendant des années qu'on ne pouvait voter pour le PS et refusait d'appeler à voter PS au deuxième tour des élections quand un candidat du PS restait seul face à un candidat bourgeois. Mais aujourd'hui, ses candidats figurent, pour la première fois et dans nombre de villes, sur des listes aux côtés du PS, du PCF ...et du très bourgeois parti Radical (de gauche).

Ces alliances en tout genre, à géométrie variable, avec parfois de véritables organisations bourgeoises constituent un obstacle supplémentaire pour empêcher les travailleurs d'exprimer un vote clair, un vote national, qui corresponde à leur aspiration : réaliser le Front Unique pour infliger une défaite politique à Sarkozy.

Pour un vote « classe contre classe »

Du fait de cette confusion, chaque parti pourra, à l'issue de ces élections, tirer les conclusions qui lui sont favorables, avec l'objectif de masquer la volonté des travailleurs et d'effacer l'affrontement classe contre classe qui cherche à s'exprimer à travers ces élections. Aussi est-il important qu'en dépit de ces difficultés, les listes municipales qui sont strictement composées par des partis et organisations ouvrières (PS et PCF, LO et LCR) aient le maximum de voix. De même est-il important que les candidats de ces partis aux élections cantonales

aient le plus grand nombre de voix. Qu'apparaisse ainsi, en dépit des obstacles, un refus des alliances avec les candidats de la bourgeoisie, et un vote en faveur des candidats des organisations et partis ouvriers.

Ceci sera un encouragement au combat direct contre ce gouvernement et sa politique. Et un encouragement pour ceux qui, au sein du PS et du PCF, tentent de résister aux alliances avec la bourgeoisie, et à la politique de liquidation de leur parti.

Infliger une défaite politique à Sarkozy, préparer les combats inéluctables à venir, contribuer à ce que la crise qui se développe au sein du PS et du PCF profite aux travailleurs et non à la bourgeoisie, tels sont les enjeux des élections municipales.

C'est donc là échéance importante.

Le 2 mars 2008

Notes : quelques informations complémentaires

Dijon : Dans cette ville, Rebsamen est devenu maire en 2001, avec l'appui du PS du PCF, des Verts, du PRG et du MDC. Cette fois-ci, il se représente à la tête d'une liste auxquels s'ajoutent six Modem. Il ne cherche même pas à justifier cette alliance par des raisons électorales (d'autant moins que cette alliance peut lui faire perdre plus de voix qu'elle ne lui en rapportera) mais il donne la vraie raison : l'ex-codirecteur de la campagne de Royal explique que si sa démarche « *peut servir d'exemple national, tant mieux. Et si un jour nous pouvions passer un accord de gouvernement avec le Modem, dans la clarté, j'y serai favorable* ».

Quant au responsable du Modem à Dijon, il explique avec cynisme que si la ville était dirigée par l'UMP au lieu de l'être par le PS, il modifierai son alliance : « *Si j'habitais Bordeaux, peut-être que je serai avec Juppé* ».

Lyon : Dans nombre de villes, les listes impulsées par le PS présentent des documents électoraux d'où a disparu tout sigle politique. Ainsi à Lyon. Sur les bulletins de votes comme sur la profession de foi de Gérard Colomb, maire sortant et membre du Parti socialiste, on cherchera en vain le sigle du PS ou le nom du Parti socialiste. De même est-il impossible de distinguer les candidats du PS ou du PCF des candidats du PRG ou du Modem. C'est par la presse régionale que les militants du PS ont découvert la présence de ces candidats : ils sont invités à distribuer les tracts (ils sont d'ailleurs les seuls à le faire), mais on ne leur a pas demandé leur avis sur la composition de la liste. Résultat : un grand nombre d'adhérents du PS boycottent consciencieusement la campagne de Gérard Collomb.

Conseil national du PCF

Ce conseil qui s'est tenu le 8 février était consacré à la préparation de ces élections municipales et cantonales. Le très long rapport introductif marginalisa la question du Modem, affirmant que ce parti serait « *en voie d'éclatement* », voué à devenir tantôt un « *appendice de l'UMP* », tantôt un « *allié du Parti socialiste à l'instar de PRG ou des Verts* ». Et ce rapport se conclut sur la question « *de l'alternative politique* » à Sarkozy pour souligner que « *en l'état, la gauche est très loin de pouvoir y répondre* ». Sans formuler aucune proposition ni perspective...

En dépit de ceci, l'essentiel du débat qui suivit fut ordonné par la question des alliances du PCF avec le Modem. Et l'écrasante majorité des intervenants fustigea les listes où le PCF figurait en même temps que le Modem : « *Ne banalisons pas ce type de coalition* » dit l'un ; « *Il faut refuser toute alliance avec le Modem comme à Grenoble* » dit l'autre en précisant : « *Il faut refuser l'éventualité de cette même alliance au second tour à Paris car Delanoë en ferait un exemple de recomposition au niveau national* ».

L'un s'exclame : « *Accepter de figurer sur des listes avec le Modem : à quelle dérive mène la mutation réformiste du Parti !* » ; une autre s'indigne : « *Je suis consternée d'entendre qu'à Grenoble, par exemple, les communistes partent dans une liste avec des candidats du Modem au prétexte d'avoir des élus. C'est une position scandaleuse. Le CN doit se prononcer contre* ».

Contre ces protestations MG Buffet doit intervenir à deux reprises, en justifiant de tels accords au nom du fait que « *c'est un enjeu central d'avoir plus d'élus* » : « *Le Modem n'est pas le centre de ces élections* » et « *avec plus d'élus, plus de maires, on aura un peu plus d'air pour travailler à l'avenir* ».

Enfin, en dépit de ces protestations, une nette majorité de la direction du PCF rejette un amendement qui exclut toute participation à des listes incluant le Modem (58 contre cet amendement, 9 pour et 13 abstentions).

On doit donc conclure que la direction du PCF participe, avec le PS, à la mise en œuvre de listes communes avec le Modem. Tout en dénonçant de manière hypocrite, dans sa résolution finale, « *les manœuvres d'élus socialistes imaginant leur salut du côté du Modem* ». Comme dans le PS, c'est un facteur aggravant la crise de ces organisations.